

Bœufs et pouvoirs

Les éleveurs du sud-ouest et de l'ouest malgaches

A USSI loin que remontent les traditions orales (vers la fin du XV^e siècle environ) les groupes d'éleveurs de bœufs du sud-ouest et de l'ouest de Madagascar, au foyer originel commun dans une région montagneuse du sud-est, ont manifesté une forte propension à l'expansion territoriale et politique. L'accroissement du troupeau reposait plus sur le pillage de troupeaux voisins que sur la recherche patiente des meilleures techniques de gestion du troupeau.

La force expansive de ces petits groupes reposait sur trois fondements principaux :

— les pratiques guerrières, sous la conduite d'un chef-souverain au pouvoir absolu, utilisées à des fins de pillage contre les autres éleveurs ou contre les communautés d'agriculteurs ;

— l'efficacité magique, marquée par la présence auprès de tous les chefs importants d'un *ombiasy* (1) dont le savoir reposait sur des apports islamiques alors récents. Ses pratiques étaient considérées comme très supérieures à celles de tous les « magiciens-sorciers » locaux ;

— une efficacité « idéologico-politique ». Les *ombiasy* semblent avoir favorisé la mise en place ou l'affermissement d'un système de croyances religieuses, marqué par l'importance de la communication avec les ancêtres lignagers, le sacrifice cérémoniel du bœuf étant l'élément médiateur essentiel de cette communication. Mais, pour agréer aux ancêtres, les bœufs sacrifiés devaient impérativement répondre à certains critères concernant la couleur de robe, la forme des cornes..., ce qui nécessitait un troupeau de dimension considérable. Le troupeau royal assurait cette garantie, main-

tenant ainsi l'harmonie des rapports entre vivants et ancêtres et, par là même, la prospérité des vivants.

Grâce à ces atouts majeurs, les groupes d'éleveurs, partis du sud-est, essaimèrent d'abord dans le sud et le sud-ouest de Madagascar. Les chefs-souverains, initialement liés par d'étroits liens de parenté, tendirent à se partager un espace encore peu encombré, pour donner naissance à des dynasties familiales, souvent antagoniques malgré le souvenir de leurs origines communes. C'est l'évolution historique des unités socio-politiques ainsi constituées qui a donné naissance aux groupes « ethniques » (2) du sud et de l'ouest malgaches : Antandroy, Bara, Mahafale, Masikoro et Sakalava.

Les systèmes de production mis en œuvre par ces groupes reposaient pour l'essentiel sur l'élevage.

Mais sur ce schéma commun, de notables différenciations apparurent avec le temps. La plus importante concerne la stabilité de l'occupation de l'espace, marquée chez les Mahafale, partielle chez les Bara et plus faible chez les Antandroy.

D'autres groupes, au contraire, choisirent la mobilité et sont résolument exogames, tels par exemple les Masikoro, et plus nettement les Sakalava. Au moment même où les Mahafale se fixaient sur leur territoire, les Sakalava entreprenaient un grandiose et lent mouvement de migration qui devait les conduire à occuper tout l'ouest de Madagascar, jusqu'à l'extrême nord.

Au plan historique, le nomadisme des Sakalava s'exprime par une tendance à migrer sur une longue période vers le nord, à la recherche de nouveaux pâturages dans des régions moins peuplées. Actuellement, il se manifeste de deux façons principales.

D'abord, une courte période de mobilité autour de la résidence principale, qui pousse certains membres du lignage à suivre le troupeau vers de nouveaux pâturages. Leur absence peut durer de quelques mois à quelques années.

Ensuite, une longue mobilité qui correspond à l'essaimage naturel des lignages. Pour des raisons qui tenaient autrefois à la taille du troupeau et qui tiennent plutôt aujourd'hui à une densité humaine trop grande dans un espace relativement surutilisé, les groupes lignagers sakalava se scindent fréquemment. Ces deux mobilités engendrent une apparente stabilité de l'habitat (on retrouve les mêmes

(1) Ombiasy : devin-guérisseur, discrètement omniprésent dans tous les actes de la vie économique et sociale rurale à Madagascar.

(2) Ainsi que l'ont signalé plusieurs auteurs, l'utilisation de la notion d'ethnie est particulièrement malencontreuse dans ces cas particuliers. Nous ne nous y sommes ralliés ici que par souci de simplification. L'unité

de ces groupes est idéologico-culturelle (conception religieuse partagée d'une communication symbolique avec les ancêtres et avec certains éléments de la surnature ; idée que l'harmonie de cette communication est la condition du succès des entreprises humaines) et surtout politique (marquée par la reconnaissance de l'autorité absolue du souverain).

lignages dans les mêmes villages plusieurs décennies après) qui s'accommode d'une certaine instabilité au niveau des individus (peu de personnes naissent et meurent dans le même village).

La marche vers le nord a permis aux Masikoro et aux Sakalava de constituer d'importantes unités politiques, de grands royaumes qui, à certaines époques, comptèrent parmi les plus puissants et les mieux organisés de Madagascar (3). Ces systèmes politiques étaient parfaitement adaptés à ce mode de vie pastorale et n'exigeaient pas de structures répressives. Aucun embryon de bureaucratie n'existait, la cohésion était fondée principalement sur une idéologie cérémonielle totalement reconnue par tous. Ces systèmes garantissaient dans une très large mesure la prospérité matérielle du groupe et maintenaient un fort consensus autour du souverain... Les unités de résidence sakalava vivaient, en fait, dans une totale indépendance, à l'exception de celles qui résidaient à proximité immédiate de la cour.

Ce sont donc des groupes d'éleveurs très peu policés que rencontrèrent les armées coloniales françaises pacifiant l'ouest malgache. Les difficultés d'ordre militaire réglées, il fallut tenter de faire rentrer tous les autochtones dans le cadre administratif commun. Les choses se passèrent assez mal et les Sakalava ne tardèrent pas à acquérir une réputation détestable auprès des premiers administrateurs, réputation qui prévaut aujourd'hui encore.

Les Sakalava

Dans tous les rapports administratifs, les Sakalava apparaissent comme porteurs d'à peu près tous les défauts : paresseux (parce que répugnant aux tâches agricoles et fuyant les emplois salariés), rebelles à la scolarisation, peu sensibles à l'action des missionnaires. De surcroît, ce sont de très mauvais contribuables : ils vivent à l'écart des circuits monétaires, n'hésitant pas à disparaître dans la forêt lorsqu'on leur demande de payer ; peu dociles, ils ne participent pas aux corvées de travaux publics et sont à peine respectueux des autorités administratives. Enfin et surtout, ils sont toujours prêts à voler des bœufs malgré la sévérité de la répression.

Par ailleurs, après quelques espoirs initiaux précocement déçus, il fut rapidement évident que les immensités du sud-ouest et de l'ouest ne se prêtaient guère à des projets de grande colonisation. Les terres n'y étaient guère fertiles, à l'exception d'un petit nombre de vallées où existaient quelques possibilités d'agriculture inten-

(3) Pour l'histoire du royaume Marosarana, voir J. Lombard, *Le Royaume sakalava menabe. Essai d'analyse d'un système poli-*

tique à Madagascar, Paris, ORSTOM, 1988, 151 p.

sive, et la sécheresse y était partout menaçante. La mauvaise réputation des autochtones accroissait encore l'aspect répulsif de la région pour tout effort cohérent de colonisation agricole.

Le Menabe finit cependant par bénéficier d'un début de mise en valeur, notamment à partir des années vingt, lorsque la hausse des cours du pois du Cap rendit cette culture très rémunératrice. L'effort productif fut massivement accompli par des immigrants venus des hautes-terres ou du sud-est. Cependant, le comportement des Sakalava ne fut pas tout à fait celui que l'on pouvait présager. Ils s'intéressèrent vivement à la culture du pois du Cap, soit en recrutant des métayers, soit en cultivant même directement sur les terres de décrue, le long des cours d'eau. En fait, l'histoire économique des Sakalava montre qu'ils participent au marché dès que celui-ci leur donne les moyens d'acquérir des bœufs en quantité significative. Ils s'en désintéressent dans tous les autres cas.

Les booms agricoles successifs connus par l'ouest de Madagascar ont cependant fini par avoir des conséquences dommageables pour les éleveurs sakalava autochtones. Peu attachés au sol ou à un terroir agricole, peu disposés à combattre pour la possession de la terre, ils ont fini par céder de larges parties de leur territoire sous la poussée d'immigrants très liés aux valeurs foncières et à la logique marchande.

Après avoir été cruellement affaibli par une succession de dures crises mais prêt à d'importants efforts pour une « normalisation », l'ensemble du monde rural malgache se trouve, à la fin des années quatre-vingts, dans une situation de forte transition. Les sociétés d'agropasteurs de l'ouest malgache, malgré leur marginalisation géographique et sociologique, n'ont pas échappé au mouvement général.

Les transformations de la société sakalava résultent actuellement du jeu d'un ensemble très complexe de dynamiques d'origines diverses. Cette complexité permet cependant d'identifier dès à présent deux sous-ensembles.

Le premier résulte de choix politiques effectués au plus haut niveau, qui vont déterminer les formes d'impacts extérieurs (action de l'État, rapports villes-campagnes, pénétration de l'économie moderne...) sur les communautés traditionnelles d'éleveurs.

Le second est constitué par les différentes dynamiques développées chez les Sakalava pour répondre à ces influences externes.

Pouvoir central et sociétés agro-pastorales de l'ouest : évolution récente

L'attitude de l'État malgache à l'égard des sociétés pastorales de l'ouest paraît se situer en continuité à peu près absolue avec celle des derniers temps de l'administration coloniale. Un sérieux effort de modernisation agricole avait été entrepris dans un petit nombre de vallées alluviales, l'accent étant mis sur le riz et le coton.

Hors des zones aménagées, la politique a consisté, faute de moyens, à abandonner les gens à leur sort en tentant cependant d'agir sur la production par les prix agricoles. Les effets de cette politique étaient sévèrement biaisés par l'action des collecteurs indo-pakistanaïens, souvent experts dans l'art de s'approprier les surplus monétaires résultant d'une hausse des cours. Le gouvernement, dès les premières années de l'indépendance, tenta donc de nationaliser le collectage sous diverses formes (« Syndicat des communes », puis intervention de grandes sociétés d'État). L'échec fut à peu près total, notamment à cause d'énormes problèmes de trésorerie et d'un manque chronique de véhicules aptes à affronter les mauvaises pistes rurales...

Dans ce contexte, des facteurs essentiels, mais beaucoup plus conjoncturels, sont apparus au cours des quinze dernières années.

Tout d'abord, les très graves difficultés affrontées par l'État malgache ont été fortement ressenties au niveau local. L'appareil local d'État, déjà peu présent à l'époque coloniale, s'est progressivement détérioré au point de quasiment disparaître pendant les années « noires » (au début des années quatre-vingts). Dans certaines régions isolées, les situations socio-économiques marquées par la quasi-inexistence des rapports avec le pouvoir central ne sont pas sans rappeler celles qui prévalaient à l'époque précoloniale. L'effacement de la force publique a conduit à l'apparition de bandes de pillards, efficaces et dangereux, capables d'attaques frontales contre des villages d'éleveurs. Le butin pouvait parfois être constitué par la totalité du troupeau des parcs du village. L'insécurité, en devenant chronique, eut aussi pour effet un recul significatif des surfaces cultivées, notamment dans les parties les plus éloignées des terroirs villageois.

Cette aggravation de la faiblesse de l'État a conduit le monde rural de l'ouest (et sans doute aussi de beaucoup d'autres régions isolées) à se transformer, pendant quelques années, en une sorte d'archipel, chaque île étant constituée par une microrégion — voire une simple communauté villageoise — qui tendait à retourner à l'autosuffisance alimentaire et à l'autonomie tout court.

A partir de 1986-1987, pourtant, la tendance s'est inversée et l'existence d'un pouvoir central est devenue moins imperceptible : quelques travaux d'infrastructure ont été entrepris, les fonctionnaires locaux ont commencé à être payés avec moins d'irrégularité... Mais c'est surtout l'organisation d'opérations « coup de poing », malgré (ou à cause) d'énormes « bavures », qui a contribué à ramener les vols à leur niveau culturellement incompressible (4).

(4) Certains vols de bœufs ne relèvent pas du banditisme organisé mais constituent une sorte d'épreuve imposée aux jeunes hommes pour affirmer leur virilité et leur cou

rage. L'importance quantitative de ces vols est faible et leurs effets tendent à s'annuler : le volé d'aujourd'hui sera le voleur de demain.

Par ailleurs, grâce à la libéralisation du système de collectage des produits agricoles, une masse monétaire a été de nouveau injectée dans les circuits villageois ; beaucoup de terroirs ont recommencé à étendre leur production au-delà des stricts besoins de l'autoconsommation. Le paddy en particulier se vend bien et les pouvoirs publics recommencent à recevoir des collectivités locales des demandes d'aide pour la construction d'ouvrages d'hydraulique agricole.

Si l'intervention de l'État demeure très modeste, elle a pourtant cessé d'être inexistante car des liens très ténus tendent à s'établir entre les diverses îles des archipels d'auto-subsistance et de quasi-autogestion qui s'étaient constitués auparavant.

Dans le même mouvement, l'influence de la ville s'est manifestée à nouveau. Elle est souvent ressentie négativement par le monde rural régional et encore plus nettement par les groupes d'éleveurs.

L'évolution des rapports ville-campagne

Madagascar connaît un problème majeur dans l'approvisionnement de ses villes en viande, et notamment en viande de bœuf. Cela tient principalement au fait que les groupes qui élèvent des bœufs ne le font pas pour le marché, mais seulement pour satisfaire de complexes stratégies sociales communautaires qui reposent sur le sacrifice cérémoniel ostentatoire des bœufs lignagers (5). Quelques bêtes sont commercialisées dans des circonstances relativement exceptionnelles (besoins monétaires imprévus, périodes de soudure, bêtes inesthétiques ou volées, etc.). Dans ces conditions, le marché est très irrégulièrement et très insuffisamment approvisionné. Par ailleurs, les variations de cours ne peuvent pas avoir, sur l'offre, l'impact escompté car il n'existe pas un véritable marché. Les vols à grande échelle contribuent ainsi à une sorte de commercialisation forcée. Il existe de véritables vols à la commande en vue d'approvisionner le marché (6) : certains gros intermédiaires bénéficient des complicités nécessaires pour « blanchir » les bœufs volés qui leur sont remis, et adressent périodiquement aux voleurs de leur réseau des commandes détaillées.

En situation « normale », cette ponction, malgré ses très graves inconvénients, contribue finalement à adapter, tant bien que mal, l'offre à la demande. En période de crise, d'insécurité aiguë, la machine devient folle et tourne trop vite. Les réseaux parallèles de

(5) Ces aspects sont étudiés par S. Tourrette dans le cadre d'une thèse de doctorat d'économie rurale (Montpellier, Faculté de droit et science économiques) : « La commercialisation des bovidés dans le sud-ouest de Madagascar ».

(6) Voir en particulier E. Fauroux (éd.), *Le bœuf dans la vie économique et sociale de la vallée de Maharivo*, Tuléar/Montpellier, MRSTD/ORSTOM, décembre 1987, 240 p.

commercialisation deviennent trop efficaces. Ils sont connus de tous et tous y ont recours : les bandits « professionnels », le volé qui a besoin de reconstituer son troupeau, le jaloux qui cherche à se venger, le jeune homme qui a besoin d'un peu d'argent pour ses stratégies matrimoniales... C'est sans doute ce qui s'est produit de 1979 à 1983 avant le début des opérations « coups de poing ». Les vols ont alors atteint une telle intensité que l'existence même des troupeaux de l'ouest fut mise en péril.

Le système de production pastoral « traditionnel » a autrefois secrété, dans l'ouest malgache, des institutions monarchiques complexes et puissantes qui, cependant, n'ont guère eu de prolongements dans les systèmes agropastoraux qui sont apparus ultérieurement. Il semble même exister une inadéquation manifeste entre les formes de pouvoir actuellement secrétées par ces nouveaux systèmes et les formes modernes, notamment électorales, que prend le pouvoir politique dans un État contemporain.

Dans le Menabe, par exemple, il est patent que les Sakalava ne participent pas activement à la vie politique locale, notamment au niveau des collectivités décentralisées.

D'une part, ils se désintéressent d'instances qui ne gèrent que des problèmes peu importants pour eux, concernant surtout des bourgs ruraux dans lesquels ils sont très minoritaires.

D'autre part, ils n'avaient guère, autrefois, les moyens de constituer des réseaux de clientèle dépassant le cadre de leur groupe (mais, on l'a vu, cette situation est sans doute en train de changer).

Enfin, leur niveau scolaire est en général sensiblement inférieur à celui des Ambaniandro (7) et à celui d'autres groupes locaux qui, à ce titre, accèdent plus aisément aux postes de responsabilité.

La réalité du pouvoir régional dans le Menabe central est très largement détenue par un groupe connu sous le nom un peu péjoratif de « Timangaro » (traduction libre : « les malins »). Il ne s'agit pas à proprement parler d'un clan ou d'un groupe familial mais plutôt d'un réseau contrôlé par un groupe de personnes originaires du village vezo (8) de Bosy. Ce groupe a pour caractéristiques communes d'avoir parmi ses ancêtres éloignés des commerçants antalaotres (9), et parmi les plus proches des traitants étrangers, réunionnais (depuis 1850 environ), français ou grecs (depuis la fin du XIX^e siècle). Habités aux contacts avec les étrangers, il a constitué l'un des premiers points d'appui de la pénétration française dans l'ouest. L'administration coloniale a ainsi été amenée à installer au sein de ce groupe l'une des toutes premières écoles françaises de

(7) Ambaniandro : terme générique pour les habitants des hautes terres, les Merina et les Vakinankaratra.

(8) Vezo : pêcheurs de mer de la côte ouest.

(9) Antalaotres : commerçants islamisés en contact avec les côtes du nord-ouest et de l'ouest malgaches depuis des époques très anciennes.

Madagascar. L'école de Bosy a été une remarquable pépinière d'auxiliaires administratifs « indigènes » et le lieu de création d'une tradition d'accès à la Fonction publique. Les chefs de canton ou les instituteurs ruraux des années 1930-1940 sont devenus des cadres supérieurs de l'administration malgache après l'indépendance. Dans tous les gouvernements successifs, les postes-clés de la région, certains postes ministériels ou de très haute administration, ont été détenus par des Timangaro qui ont ainsi pu tisser un remarquable réseau de clientèle qui leur permet un contrôle efficace sur toute la région de Morondava.

Ce contrôle régional timangaro s'exprime au moins par :

- une mainmise foncière sur toutes les zones aménagées ou en instance d'aménagement, notamment dans la périphérie urbaine de Morondava, qui enlève aux Sakalava toute possibilité d'acquisition de bonnes rizières ;
- l'existence d'un réseau de clientèle structuré qui permet de réserver toutes les places importantes, dans la Fonction publique, les sociétés nationalisées et les entreprises locales, à des gens qui acceptent les conditions d'appartenance à ces réseaux. Il s'agit essentiellement d'occuper des fonctions urbaines subalternes et d'y assurer la diffusion et la réalisation des mots d'ordre émanant des niveaux les plus élevés du réseau. Les éleveurs sakalava, même lorsqu'ils deviennent agriculteurs, ne remplissent jamais ces conditions.

Il n'y a que quelques Sakalava de la région qui occupent une fonction politique notable. Le député sakalava actuel a eu, en fait, un itinéraire très particulier, sa famille ayant quitté sa communauté d'origine pour vivre près de la ville.

Les avancées du monde moderne, sous leurs formes les plus diverses, ont toujours été perçues de façon négative par les éleveurs sakalava et cela par référence à un fait : la prospérité du troupeau est presque toujours mise en péril par les intrusions modernes. L'attribution de concessions, les aménagements hydro-agricoles trop importants, la construction de nouveaux axes routiers impliquent l'apparition de cultures durables sur des superficies importantes et donc de nouveaux enjeux fonciers, ainsi que l'arrivée de nouveaux groupes d'immigrants qui vont mettre en péril la prospérité du troupeau et provoquer d'inévitables conflits. Par expérience, les Sakalava savent qu'ils sortent rarement vainqueurs de ces affrontements. En effet, le droit foncier moderne donne toujours la préférence à une mise en valeur effective par des cultures, au détriment de vagues droits de parcours qui ne s'accompagnent d'aucune mise en valeur ostensible.

Des stratégies différentielles

À la fin des années 1980, face aux nouvelles données qui leur sont imposées, les Sakalava pasteurs mettent en œuvre trois types de stratégies d'adaptation.

Les systèmes de production

Les conditions géographiques de l'ouest malgache laissent encore d'immenses espaces disponibles permettant de trouver de nouveaux pâturages pour les troupeaux, à condition de s'écarter des zones déjà occupées. La migration à courte ou moyenne distance devient ainsi la stratégie la plus simple pour les Sakalava désireux de maintenir leur mode de vie envers et contre tout. Un tel déplacement permet à la fois de retrouver des pâturages (voués pour des raisons écologiques à la dégradation) et de se rapprocher de ce qui reste de la forêt où cueillette et chasse constituent encore des compléments alimentaires.

Un autre type d'adaptation concerne la transformation des techniques pastorales relatives notamment au mode de gardiennage et aux formes de transhumances saisonnières (10).

L'insécurité a conduit ces éleveurs à choisir entre deux solutions extrêmes pour le gardiennage de leurs troupeaux. Quelques-uns ramènent leurs bêtes tous les soirs dans les parcs proches du village où elles sont soigneusement surveillées. D'autres, au contraire, laissent leurs bœufs en liberté dans la forêt ; ces derniers deviennent ainsi trop craintifs et trop rebelles pour se laisser approcher et, surtout, pour se laisser conduire en troupeau, par des inconnus. Ainsi, le risque encouru concerne le vol de quelques unités de bétail et non celui de la totalité du troupeau, comme c'est parfois le cas dans les parcs villageois. Les villages isolés préfèrent généralement cette seconde solution.

Par ailleurs, la sécheresse croissante oblige souvent les propriétaires de bœufs à les ramener en saison sèche à proximité d'eaux permanentes, c'est-à-dire près des villages. Autrefois, seules les bêtes destinées au sacrifice ou épisodiquement au piétinage des rizières étaient reconduites au village.

Le récent développement de la riziculture est la principale innovation technique des éleveurs sakalava. Contrairement à leur image mythique, ils produisent du riz depuis longtemps, probablement même depuis les temps précoloniaux, grâce à l'assistance technique de leurs alliés d'alors, Betsileo ou Antaisaka. Une série de disettes, proches de la catastrophe, au début des années 1980 et sur

(10) Cf. L. Rakatomalala, in E. Fauroux (éd.), *op. cit.*, pp. 67-72 et 160-167.

tout une très nette hausse des cours du riz les ont conduits à développer cette production. La vente de leurs surplus en riz demeure actuellement la seule possibilité avouable de se procurer des bœufs.

L'idéologie cérémonielle

Le rôle cérémoniel des bœufs avait été fixé à une époque de grande prospérité, quand l'immense troupeau royal garantissait à tous les sujets de trouver, le moment venu, la bête disposant des caractéristiques requises. En situation de pénurie, quand la plupart des troupeaux lignagers ne dépassent guère une dizaine de têtes, et quand beaucoup n'ont plus de bœufs, il n'est alors plus possible de respecter les règles traditionnelles. Pourtant, la place occupée par le bœuf dans l'idéologie sakalava demeure intacte.

Des ajustements ont été opérés dans les cérémonies. Les moins importantes ont purement et simplement disparu ou sont devenues très rares. D'autres s'accomplissent avec un nombre restreint de bêtes sacrifiées, celles-ci pouvant même parfois être remplacées par de la viande achetée dans le commerce, de l'alcool ou de l'argent. Enfin, les plus importantes (la circoncision, par exemple) sont différées afin de laisser au groupe le temps d'accumuler le nombre de têtes indispensable (11).

La solution la plus originale consiste dans la recomposition de rapports de clientèle, selon un schéma peut-être éphémère.

La nouvelle structuration interne des unités villageoises

La diminution des troupeaux ne frappe pas la totalité des lignages. Dans un village, ou dans une micro-région, on rencontre presque toujours un *mpanarivo* (12) dont la richesse en bœufs n'a pas diminué ou s'est même très sensiblement accrue au cours des dernières années. Ces *mpanarivo* tendent souvent à gérer leur troupeau de façon très « généreuse ». Ils confient, par exemple, quelques têtes à des villageois démunis en autorisant ceux-ci à les utiliser pour leurs cérémonies lignagères, sans contrepartie immédiate. Les bénéficiaires de ces largesses sont reconnaissants : ils se mobilisent spontanément pour protéger le troupeau de leur bienfaiteur contre d'éventuels voleurs, ils accourent pour travailler ses rizières quand il en fait la demande. Dans une situation où la force de travail est plus rare que la terre, il s'agit là d'un avantage considérable. L'évolution récente a fait apparaître une coïncidence à peu près absolue entre richesse en bœufs et richesse en rizières. Ces

(11) Cf. F. Delcroix, *Crise de l'élevage et transformations de l'organisation cérémonielle dans la vallée de la Maharivo*, Paris, EHESS,

mai 1988, 145 p.

(12) *Mpanarivo* : riche, avec la connotation péjorative de « richard ».

nouveaux *mpanarivo* ne sont généralement pas les héritiers directs des anciens riches. Leur émergence semble en corrélation avec les vols de bœufs : ils ne sont pas forcément eux-même des voleurs, mais c'est peut-être grâce à l'appui d'*ombiasy* redoutés que leurs troupeaux sont moins volés ou pas volés du tout.

L'apparition d'une catégorie de notables « spontanés » sakalava semble s'accompagner d'une émergence d'un sentiment de « sakalavité », d'un renouveau de leur identité au niveau politique régional.

Deux voies semblent ainsi ouvertes.

Les *mpanarivo* ont les moyens de manier la corruption, ce qui leur ouvre de très nombreuses portes autrefois résolument fermées aux Sakalava. On peut sans doute prédire la prochaine apparition de certains d'entre eux à de réelles responsabilités au niveau des collectivités décentralisées.

L'agressivité à l'égard des immigrants, autrefois à peu près nulle ou inopérante, se cristallise dans une résurgence des vieilles institutions sakalava : c'est ainsi que le *tromba* (13) a connu un « boom » récent et permet aux vivants de recevoir des injonctions provenant « directement » de leurs anciens souverains. De même, à la suite du récent *fitampoha* (14), divers cultes rendus aux tombeaux des premiers souverains sakalava, à Maneva et Ilaza (près de la petite ville de Mahabo), ont connu un soudain regain. A Mahabo, une « association d'intellectuels sakalava » (enseignants, fonctionnaires) organise des réunions, regrette ouvertement la marginalisation des Sakalava dans leur propre pays et laisse entrevoir une prochaine expression politique de ses revendications.

Confrontés à une crise générale du monde rural et aux graves difficultés de l'élevage traditionnel, longtemps marginalisés par rapport à tous les pouvoirs, les éleveurs de l'ouest et du sud-ouest malgaches n'ont cessé d'élaborer des solutions en vue d'assurer la pérennité d'un mode de vie faisant la part la plus large à l'élevage du bœuf.

Emmanuel Fauroux
ORSTOM

(13) Tromba : cérémonies de possession au cours desquelles le possédé (une femme le plus souvent) reçoit un esprit et parle en son nom. Cet esprit peut être un ancêtre royal, ou un personnage, pas forcément important, mort dans des circonstances tragiques, par noyade en particulier.

(14) Fitampoha : cérémonie au cours de laquelle les souverains de l'ouest malgache réactualisent leur pouvoir en immergeant dans l'eau pure d'un fleuve les reliques des anciens souverains. Le dernier Fitampoha du Menabe a eu lieu en septembre 1988 près de Belo-sur-Tsiribihina.